

OUM-EL-BOUAGHI

Des centaines de militants se sont adjoints aux redresseurs du FLN pour faire sortir par la force le mouhafadh

*Hier en fin de matinée, plusieurs centaines de militants venus de toutes les communes de la wilaya se sont adjoints aux redresseurs et cadres du vieux parti FLN pour se rassembler devant le siège de la mouhafadha. Le mot d'ordre de cette manifestation se résume en un seul point, à savoir «le départ inconditionnel du mouhafadh».*

L'actuel mouhafadh est accusé par ses détracteurs de clientélisme et lui imputent la situation de dégradation et le pourrissement que vit le parti, depuis plusieurs années .

Les manifestants ont brandi des banderoles et scandé des slogans acerbes à l'endroit du

mouhafadh. On peut lire entre autres slogans, «Nous demandons le départ du mouhafedh.»

Une poignée de militants qui ont soutenu le mouhafadh ont occupé tôt le matin les bureaux de la mouhafadha et ont essayé de s'opposer aux manifestants, leur interdisant l'accès à l'intérieur. Cette situation a créé un climat de tension qui aurait pu dégénérer et causer des dégâts.

Les contestataires ont voulu s'introduire pour donner lecture de la motion signée par l'ensemble des opposants , mais sans résultat.

Les supporters du secrétaire de l'instance du parti, retranchés à l'intérieur, leur ont refusé énergiquement l'accès. Mais, les contestataires ont tenu à lire le communiqué, même dehors

devant le siège du parti. Il ressort que les cadres, élus et simples militants du parti exigent le départ du mouhafadh Rachid Assas, accusé d'avoir dévié le parti de sa trajectoire, en excluant les cadres honnêtes.

Dans la plateforme, les militants venus des 29 communes de la wilaya, exigent que soit connu le bilan financier du parti et l'organisation d'une assemblée générale pour l'élection d'un nouveau secrétaire général de la mouhafadha.

Sans l'intervention des éléments de la Sûreté nationale, les choses auraient dégénéré entre détracteurs et supporters de l'actuel mouhafadh. En tout état de cause, avec le calme revenu, il a été décidé d'installer une cellule de crise, constituée de huit membres, quatre de

chaque côté, pour gérer les affaires courantes, en attendant la tenue d'une assemblée générale et l'élection d'un nouveau secrétaire.

Pour rappel, le même mouhafadh a eu un sort des plus déplorables lors du passage du secrétaire général Belkhadem lors des meetings, en préparation des législatives où il a fallu l'intervention des forces de sécurité pour évacuer et le mouhafadh et Belkhadem par une issue de secours. Ce jour-là, les contestataires en nombre impressionnant ont demandé la destitution du mouhafadh. Depuis ce temps là , le parti FLN a connu plusieurs séries de tentatives pour désavouer le mouhafadh et les choses se sont précipitées.

M. C.

MOSTAGANEM : EN RAISON DES PROMESSES NON TENUES

La Direction des œuvres sociales universitaires fermée par les étudiants

*Sous l'égide des associations syndicales estudiantines de l'ONEA et de l'AREN, les étudiants ont décidé de monter de nouveau au créneau en fermant arbitrairement la Direction des œuvres sociales universitaires (DOU).*

Constatant, disent-ils, que les promesses faites par la DOU n'avaient pas été vraiment tenues, les étudiants ont convenu, hier dimanche, de sécher les cours en signe de protestation.

Pour eux, l'administration n'a rien fait pour améliorer les conditions sociales et pédagogiques, notamment le transport insuffisant, l'insécurité régnant au sein des cam-

pus, la restauration, la dégradation des cités, le déficit du personnel chargé du nettoyage et de l'entretien, l'état des infrastructures sportives et des foyers, la surcharge des chambres suite de la fermeture de la résidence 1 000 lits, et la constitution d'une commission d'enquête

afin de faire la lumière sur la gestion de la DOU. Les étudiants comptent se battre afin d'arracher auprès de l'administration leur droit à une vie sociale meilleure.

Parallèlement, ce mouvement a grandi d'heure en heure et d'autres étudiants se sont joints aux gré-

vistes pour mettre la pression sur les responsables afin qu'ils satisfassent leurs revendications. La direction étant fermée, nos maintes tentatives de recueillir l'avis des responsables sont restées vaines.

Contactés à l'université, d'autres étudiants internes non concernés

par la grève nous ont fait savoir que cette grève profite à certains surtout les responsables syndicaux des associations estudiantines qui veulent créer la discorde par ces manœuvres tendancieuses et de manipulation.

A. B.

Le corps d'une femme retrouvé dans la zone industrielle

*Vendredi dernier, aux environs de 16 h, un passant a découvert le corps d'une femme jeté dans une décharge, à la zone industrielle de la ville de Mostaganem qui présentait une profonde blessure à la tête et au visage.*

L'autopsie prévue devrait permettre de connaître les circonstances du décès de cette femme. La défunte, L. F., est originaire du village

voisin Hassi Mamèche, âgée de 34 ans et mère d'une fillette de 5 ans. La police judiciaire chargée de l'enquête a vite fait d'aboutir, peu de temps après cette découverte, à l'interpellation de l'auteur du crime qui a été arrêté dans son appartement à Mostaganem. Il s'agit de son compagnon, A. K., âgé de 36 ans. Durant sa garde à vue, il a avoué avoir commis le meurtre et lui avoir fracassé la tête avec un parpaing et défigurée avec une planche cloutée, lors d'une rixe. La victime avait récemment

envisagé de se séparer de son compagnon, un repris de justice multirécidiviste qui s'adonnait à la consommation de drogue et d'alcool.

Le meurtrier présumé a été présenté hier dimanche devant le procureur de la République et le juge d'instruction en charge de l'affaire. Il a été placé en détention préventive, en attendant sa comparution devant les assises. Il risque la peine capitale ou la réclusion à perpétuité.

A. B.

ILS RÉCLAMENT LA RÉFECTION DES ROUTES DE LEUR CITÉ À ANNABA

Les citoyens de Oued Dheb bloquent la circulation routière

*Les habitants de la cité de Oued Dheb, à l'ouest de la ville de Annaba, ont procédé hier au blocage de la circulation routière, en guise de protestation contre la grande dégradation des routes.*

En milieu de matinée, des dizaines de jeunes ont commencé à se rassembler au sein de leur cité avant de décider de fermer les deux principales voies d'accès. Pour ce faire, outre la pose de grosses pierres et autres objets hétéro-

clites, ils ont également utilisé de vieux pneus qu'ils ont enflammés et déposés au milieu de la chaussée.

Les routes de cette cité se trouvent depuis près d'une année complètement détériorées du fait des travaux qui ont concerné principalement la pose de conduites d'évacuation des eaux usées. Mais une fois ces travaux accomplis, les entreprises chargées de cette opération n'ont pas jugé utile de réparer les dégâts qu'ils avaient causés aux chaussées ren-

dues très difficiles pour la circulation automobile, en plus des désagréments pour les riverains, notamment la poussière qui pénètre à l'intérieur des domiciles quand il vente et la gadoue qui les empêche de sortir de chez eux quand il pleut.

Cette façon de faire renseigne sur le degré de conscience des chefs de ces chantiers et des responsables concernés.

A. Bouacha

RELIZANE

Les habitants de la cité résidentielle contre le passage des camions par le centre-ville

*Les habitants de la cité résidentielle, sise au chef-lieu de Relizane, s'élèvent contre le vacarme provoqué par le passage des nombreux camions de gros tonnage par la rue principale.*

Plus de cinq cents camions de 20 tonnes, transportant du tuf depuis la carrière de Sidi M'Hamed Benaouda, circulent quotidiennement sur la route nationale 4 reliant Relizane à Sidi M'Hamed Benaouda pour atteindre la carrière.

A partir de cinq heures du matin, les habitants de la cité

sont réveillés par les ronflements des moteurs de ces engins mécaniques qui traversent la ville sans aucune gêne et dans l'impunité de la part des autorités. Ces camions causent des désagréments aux riverains et même des risques d'accidents dus à l'étroitesse de la rue principale de la ville, mettant

en danger les automobilistes et les piétons, notamment les écoliers. Des solutions existent pour joindre la route nationale 4, ceci par l'emprunt de la nouvelle route récemment ouverte, indique-t-on. Mais devant le laxisme des responsables, les camionneurs préfèrent l'ancien passage pour gagner quelques kilomètres. Toutes les réclamations formulées par les habitants sont restées vaines, clame-t-on parmi les citoyens. Selon nos sources, «une cor-

respondance a été transmise à la wilaya demandant l'interdiction de passage des camions poids lourds par l'avenue principale». Ces mêmes sources précisent qu'une trémie évitant le centre-ville est en voie de réalisation. Toutefois, une formule relative à la circulation routière au niveau du centre-ville est proposée. Ceci, comme a tenu à le préciser notre source, permettra de mettre fin au stationnement anarchique.

A. Rahmane

AÏN-TÉMOUCHENT

Suicide d'une jeune fille à l'acide à Sidi Ben Adda

La population de la petite localité de Sidi Ben Adda distante de trois km au nord du chef-lieu de la wilaya de Aïn-Témouchent, a été secouée par la nouvelle de la mort tragique d'une jeune fille qui a mis fin à ses jours, en absorbant une quantité d'acide.

Selon des sources concordantes, la jeune fille qui porte les initiales (O.N.H.) était âgée de 24 ans. Elle était la fille unique de sa famille et était très conservatrice. Elle a avalé une dose d'acide au domicile familial pour mettre fin à ses jours. Son corps a été évacué à la morgue de l'hôpital Ahmed Medeghri de Aïn-Témouchent. La Gendarmerie nationale de la commune de Sidi Ben Adda a ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de ce drame. Il faut noter que c'est le deuxième suicide enregistré dans la wilaya de Aïn-Témouchent, en soixante-douze heures (72 heures) puisque le premier a été enregistré dans la ville d'El-Amria dans la soirée de jeudi.

S. B.

MASCARA

Nouveau sit-in des contractuels de la mairie

Il y a de cela trois mois, ils avaient investi le siège de l'APC. Comme pour parer au plus pressé, leurs contrats avaient été renouvelés pour trois mois. Et voilà que ceux-ci ayant expiré le 13 avril, les 100 contractuels se retrouvent donc à la rue.

Hier matin, dimanche, ils ont observé un sit-in devant la mairie où sur le portail, étaient accrochées des banderoles dénonçant l'exclusion et le mépris. Que deviendront nos familles nous ont dit des protestataires désespérés qui ne voient apparemment rien venir. Les élus se sont dérobés, nous dira un jeune. Nous protestons pacifiquement nous dira un autre, avant d'ajouter : «Nous voulons un interlocuteur qui a le pouvoir de décision. Et à un autre de dénoncer des tentatives de récupération de leur mouvement de protestation. Un autre ira plus loin, en déclarant qu'ils mettaient en garde ceux qui voudraient, dira-t-il, solder leurs comptes en se servant d'eux. Cette déclaration est destinée à certains élus, nous précise-t-il.

M. Meddeber